

## DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION

### CONVENTION PLURIANNUELLE 2015-2020 TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE ANNEXEE AU CONTRAT DE PLAN ETAT-CTC

### PROGRAMME OPERATIONNEL FEDER-FSE CORSE 2014-2020

# NOTICE D'INFORMATION

LE DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION AINSI QUE TOUS LES DOCUMENTS DOIVENT ETRE TRANSMIS SELON LES MODALITES SUIVANTES:

➤ Un exemplaire sous format papier **OBLIGATOIREMENT** à l'adresse suivante

AGENCE D'AMENAGEMENT DURABLE, D'URBANISME ET  
D'ENERGIE DE LA CORSE  
5, RUE PROSPER MERIMEE – ANCIENNE CLINIQUE RIPERT  
CS 40001  
20181 AJACCIO CEDEX 1

➤ En complément vous pouvez également transmettre votre demande au courriel suivant :

[aue@ct-corse.fr](mailto:aue@ct-corse.fr)

SEULE LA TRANSMISSION D'UN DOSSIER **COMPLET** FERA L'OBJET D'UN EXAMEN DE LA DEMANDE.

***Pour tous renseignements complémentaires:***

*Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'énergie de la Corse:*

*04 95 10 98 64 / [aue@ct-corse.fr](mailto:aue@ct-corse.fr)*

*Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie :*

*04 95 10 58 58*

**NB** : Pour une association, utiliser le formulaire Cerfa n°12156\*04 disponible à l'adresse suivante :  
<http://vosdroits.service-public.fr/associations/R1271.xhtml>

# 1 - DEMANDE DE SUBVENTION

JE SOUSSIGNE (E) .....

AGISSANT EN QUALITE DE:

représentant légal

représentant dument mandaté<sup>1</sup>

DE .....

**Sollicite par la présente demande une aide financière pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessous et certifie :**

- être régulièrement déclaré ;
- être en règle à l'égard de la réglementation en vigueur notamment sociale, fiscale et environnementale ;
- disposer des autorisations nécessaires à la réalisation de l'opération
- ne pas encourir de procédure collective<sup>2</sup> ;
- exactes et sincères les informations fournies dans le présent dossier ;
- avoir pris connaissance des règles générales d'attribution des aides de l'ADEME du 23 octobre 2014<sup>3</sup> et celles de la Collectivité Territoriale de Corse du 27 mai 2016.
- L'opération pour laquelle je sollicite une aide financière n'a pas commencé ou n'a pas donné lieu à des engagements fermes<sup>4</sup> avant la présente demande.<sup>5</sup>

**Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-joint, le dossier de demande d'aide financière de l'ADEME et de la CTC dans le cadre du CPER (ADEME / CTC) et/ou du PO FEDER (CTC) et/ ou de fonds propres ADEME pour mon opération consistant à :**

.....

**J'ai bien noté que ce dossier ne sera examiné que si tous les documents et renseignements demandés y sont joints.**

Fait, le ..... à .....

Signature :

Et cachet de l'organisme

TOUTE FAUSSE DECLARATION EST PASSIBLE DE PEINES D'EMPRISONNEMENT ET D'AMENDES PREVUES PAR LES ARTICLES 441-6 ET 441-7 DU CODE PENAL. LE DROIT D'ACCES AUX INFORMATIONS PREVUES PAR LA LOI N° 78-17 DU 6 JANVIER 1978 RELATIVE A L'INFORMATIQUE, AUX FICHIERS ET AUX LIBERTES S'EXERCE AUPRES DU SERVICE OU DE L'ETABLISSEMENT AUPRES DUQUEL VOUS AVEZ DEPOSE VOTRE DOSSIER.

<sup>1</sup> Si le signataire n'est pas le représentant légal, merci de joindre le pouvoir lui permettant d'engager le maitre d'ouvrage

<sup>2</sup> Procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaires.

<sup>3</sup> POUR L'ADEME, consultables sur le site internet de l'ADEME à l'adresse suivante : <http://www.ademe.fr/deliberations-conseil-administration>, pour la CTC, cf. délibération AC n°16/109 du 27 mai 2016

<sup>4</sup> Sous quelque forme que ce soit : marché signé, commande signée, devis accepté...

<sup>5</sup> Uniquement pour la CTC, cette disposition ne s'applique qu'aux maitres d'ouvrage publics porteurs d'un projet non concurrentiel. Dans ce cas l'opération ne doit pas être achevée au moment de l'accusé réception du dossier complet.

## 2 - INFORMATIONS CONCERNANT LE DEMANDEUR

NOM OU RAISON SOCIALE .....

ENSEIGNE OU NOM COMMERCIAL: .....

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL .....

N°SIRET .....

REPRESENTANT LEGAL:  Madame  Monsieur

Nom ..... Prénom..... Qualité.....

Tél. : ..... Courriel : .....

DELEGATION DE SIGNATURE A:  Madame  Monsieur

(JOINDRE AU DOSSIER LA DELEGATION)

Nom ..... Prénom..... Qualité .....

Fonction : ..... Tél. : ..... courriel : .....

CONTACT-PROJET :  Madame  Monsieur

Nom ..... Prénom.....

Fonction : ..... Tél. : ..... courriel : .....

FORME JURIDIQUE (cocher la case)  SA  SARL  EURL  SAS  
 Entreprise individuelle  Association  Organisme Consulaire  
 Collectivité locale  Autre : .....

TAILLE DE L'ENTREPRISE<sup>6</sup>  Petite  
 Moyenne  
 Grande

REGIME DE TVA  Assujetti  Assujetti partiel  Non assujetti

AIDES DE MINIMIS PERÇUES AU COURS DES 3 DERNIERS EXERCICES FISCAUX.  Oui  Non

(Si oui joindre l'annexe 2 dûment remplie)

<sup>6</sup> Au sens communautaire du terme Cf. annexe 1

### 3 - INFORMATIONS SUR L'OPERATION

#### A - INFORMATIONS TECHNIQUES RELATIVES A L'OPERATION

**Objet de l'opération :**

.....

**Localisation du projet**

COMMUNE	DEPARTEMENT	CODE POSTAL

**Description du projet :**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**Calendrier prévisionnel du projet**

DATE LANCEMENT OPERATION <i>(devis accepté, commande, passation marché...)</i>	DATE DEBUT DE L'OPERATION	DATE FIN DE L'OPERATION <i>(date de mise en service incluse, le cas échéant)</i>
...../...../.....	...../...../.....	...../...../.....

**Objectifs poursuivis :**

.....  
.....  
.....  
.....

**Résultats attendus :**

.....  
.....  
.....  
.....

## B- INFORMATIONS FINANCIERES RELATIVES A L'OPERATION

### 1/ DEPENSES PREVISIONNELLES LIEES A L'OPERATION

DEPENSES		MONTANTS	
		HT	TTC
INVESTISSEMENTS MATERIELS	INSTALLATIONS ET AMENAGEMENTS		
	MATERIELS		
	CONSTRUCTIONS		
	AUTRES		
PRESTATIONS INTELLECTUELLES	ETUDES		
AUTRES (PRECISER)			
TOTAL			

### 2/ SOUTIENS FINANCIERS NECESSAIRES A LA REALISATION DU PROJET

COUT TOTAL PROJET :	FINANCEMENTS PUBLICS ESTIMES NECESSAIRES POUR LE PROJET	MONTANT DE LA SUBVENTION ADEME/CTC SOLLICITEE
€ HT	€ HT	€ HT
€ TTC	€ TTC	€ TTC

### 3/ PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

AIDES PUBLIQUES <sup>7</sup>	CPER (ADEME-CTC)	
	PO FEDER	
	AUTRES (PRECISER)	
AUTRES AIDES (PRECISER)		
AUTRES FINANCEMENTS	EMPRUNTS (PRECISER LE TAUX ET LA DUREE)	
	CREDIT-BAIL	
	FONDS PROPRES	
	AUTRES	
TOTAL		

<sup>7</sup>Le bénéficiaire s'engage à communiquer à l'ADEME et à l'AUE, sans délai toute aide publique qu'il aurait sollicitée ou reçue, solliciterait ou recevrait pour la réalisation de l'opération concernée.

## 4 - PIECES ADMINISTRATIVES A JOINDRE AU DOSSIER

### Pour tous les demandeurs :

- Dossier de demande de subvention rempli et signé.
- Relevé d'identité bancaire (RIB) aux normes SEPA : BIC/IBAN

### Pour les collectivités locales, leurs groupements et les organismes publics :

- Délibération exécutoire de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement et sollicitant l'aide

### Pour les entreprises :

- Extrait K-bis ou inscription au registre ou répertoire concerné de moins de trois mois

### Pour les groupements d'intérêt public (GIP)

- Décision et délibération signée de l'organe compétent
- Copie de la publication de la décision d'approbation de la convention constitutive (GIP)
- Convention constitutive et liste des membres du CA

### Autres documents à fournir si vous êtes concernés

- Délégation de pouvoir et/ou de signature
- Projet de contrat si financement par crédit-bail et indication de la valeur marchande du matériel concerné
- Contrat de délégation de service public (DSP) ou contrat de partenariat Public-Privé (PPP)
- Procès-Verbal de l'Assemblée de copropriétaires mentionnant la décision de réaliser l'étude ou les travaux et de demander un soutien du CPER (CTC AAUC et/ou de l'ADEME)
- Déclaration des aides *De minimis* (annexe 2)
- Attestation relative à la part de TVA récupérée en cas d'assujettissement partiel

**EN FONCTION DE LA NATURE DU PROJET ET DU FINANCEMENT LES SERVICES DE L'ADEME ET DE L'AUE SE RESERVENT LE DROIT DE DEMANDER DES PIECES COMPLEMENTAIRES EN COURS D'INSTRUCTION DU DOSSIER.**

## 5 - PIECES TECHNIQUES A JOINDRE AU DOSSIER

### Pour les études préalables :

- Devis détaillé ou tout autre document permettant d'apprécier le montant de l'opération (daté et indiquant le nom de l'organisme qui l'a établi)

### Pour les travaux et équipements

- Devis détaillés de l'opération projetée ou tous autres documents permettant d'apprécier le montant de l'opération (datés et indiquant le nom de l'organisme qui les a établis)
- Etude de faisabilité technico économique

**EN FONCTION DE LA NATURE DU PROJET ET DU FINANCEMENT LES SERVICES DE L'ADEME ET DE L'AUE SE RESERVENT LE DROIT DE DEMANDER DES PIECES COMPLEMENTAIRES EN COURS D'INSTRUCTION DU DOSSIER**



## ANNEXE 1 - TAILLE DE L'ENTREPRISE

### DEFINITION COMMUNAUTAIRE DES MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (RESUME) :

CATEGORIES DE PME	EFFECTIFS		CHIFFRE D'AFFAIRES	OU	TOTAL DU BILAN
MICROENTREPRISE	< 10	ET	≤ 2 MILLIONS D'EUROS		≤ 2 MILLIONS D'EUROS
PETITE ENTREPRISE	< 50		≤ 10 MILLIONS D'EUROS		≤ 10 MILLIONS D'EUROS
ENTREPRISE MOYENNE	< 250		≤ 50 MILLIONS D'EUROS		≤ 43 MILLIONS D'EUROS

### LE CRITERE D'« AUTONOMIE » DE LA PME :

Afin de mieux appréhender la réalité économique des PME et d'exclure de cette qualification les groupes d'entreprises dont le pouvoir économique excéderait celui d'une PME, il convient de distinguer les différents types d'entreprises :

- **LES ENTREPRISE AUTONOMES :**  
Toute entreprise qui n'est pas qualifiée comme entreprise partenaire ou comme entreprise liée.
- **LES ENTREPRISES PARTENAIRES :**  
Sont entreprises partenaires des entreprises dont l'une (entreprise amont) détient, seule ou avec une entreprise liée, 25% ou plus du capital ou des droits de vote de l'autre (entreprise aval).  
Une entreprise ne peut PAS être considérée comme une PME si 25 % ou plus de son capital ou de ses droits de vote sont contrôlés par un ou des organismes publics ou collectivités publiques.  
Une entreprise peut toutefois être qualifiée d'autonome en présence de certaines catégories d'investisseurs, (par ex. sociétés publiques de participation, sociétés de capital à risque, universités, investisseurs institutionnels y compris fonds de développement régional, autorités locales autonomes (< 5 000 habitants et budget < 10 M€).
- **LES ENTREPRISES LIEES :**  
Sont des entreprises liées des entreprises dont l'une est en position de contrôle de l'autre (actionariat majoritaire, influence dominante sur l'administration ou la direction, accord particulier...)

Afin de renforcer les mesures d'incitation pour l'investissement en fonds propres dans des PME, une présomption qu'il n'y a pas d'influence dominante sur l'entreprise considérée a été introduite.

